

DÉGRINGOLADE DU DOLLAR, HAUSSE DE L'EURO

L'économie nationale de plus en plus pénalisée

La dégringolade et la dépréciation du dollar face à l'euro affectent directement l'économie nationale, impactent sur la balance commerciale et remettant en cause la pertinence de la politique monétaire en cours.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Face à l'euro, le dollar a franchi, avant-hier, le seuil de 1,40\$ pour la première fois depuis plus de cinq mois. En une semaine, la devise américaine a perdu près de 3,5% de sa valeur face à un panier de monnaies de référence.

Une dépréciation que les analystes financiers et les économistes lient directement à l'aggravation des déficits budgétaires aux Etats-Unis. Or, les déficits sont appelés à dépasser les 1 700 milliards de dollars dans la mesure où le Trésor américain s'endette de plus en plus, le gouvernement dépense davantage pour contrer la crise économique et les taux d'intérêt de la Réserve fédérale s'approchent de zéro pendant un certain temps.

C'est dans ce contexte que le dollar se replie et l'euro pourrait atteindre 1,50 et même 1,60 dollar. Un dérapage de la monnaie américaine qui risque de perdurer si les signes de reprise économique ne se confirment pas avant 2010.

Impact sur les réserves de changes

Or, même avec un baril à plus de 60 dollars (61,67 dollars le baril de brut pour livraison en 2009 vendredi dernier), c'est l'économie algérienne qui est directement affectée par cette dégringolade de la devise américaine.

Elle est affectée d'autant que l'Algérie exporte en dollars, importe en euros, et place une bonne partie de

ses réserves de changes dans des bons du Trésor américain qui, comme l'explique l'expert international Abderrahmane Mebtoul, se déprécient sensiblement.

Ce qui est à conjuguer à la dépréciation du dollar, un taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine de 0,25% et un taux d'inflation aux Etats-Unis de 1%. Et même si les réserves de changes placées en euros s'apprécient quelque peu du fait de la loi des grands nombres.

Dans ce contexte, même si la Banque d'Algérie a opté intelligemment pour la diversification de ses placements, notre pays reste néanmoins perdant pour ses placements en titres souverains européens, du fait que le taux directeur de la Banque centrale européenne est faible (1%) et que le taux d'inflation dans la zone euro fluctue autour des 1%.

Impact sur la balance commerciale

Comme notre pays est affecté dans ses exportations d'hydrocarbures qui sont facturées en dollars, étant pénalisé d'autant qu'en termes de parité de pouvoir d'achat de l'euro qui s'est apprécié, le cours réel du brut est de l'ordre de 55 dollars. Même si la remontée de l'euro permet un certain gain en termes de parité de pouvoir d'achat en dollar. Mais aussi dans ses importations libellées essentiellement en euro qui suivent une logique ascendante malgré les mesures gouvernementales en œuvre.

LE CONTRAT SERA SIGNÉ AUJOURD'HUI PAR LES DEUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Badr et Cnep-Banque créent El-Djazair Istithmar

La Banque d'agriculture et de développement rural (Badr) et la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance, Cnep-Banque, signeront aujourd'hui un accord portant création d'une société de capital investissement El-Djazair Istithmar Spa. La Spa El-Djazair Istithmar est une institution financière dotée d'un capital social de 1 milliard de dinars. Elle est créée par les deux banques, et ce en application des dispositions de la loi du 24 juin 2006, définissant les conditions et le cadre d'activité de ce type de société ainsi que les modalités de leur création et de leur fonctionnement. Le capital investissement est une activité financière consistant, pour un investisseur, à entrer dans le capital de sociétés qui ont besoin de capitaux propres.

R. N.



La Banque d'Algérie a opté intelligemment pour la diversification de ses placements.

Avec un montant de 40 milliards de dollars en 2008, les importations risquent d'être chères notamment pour les équipements et les matières premières et biens de consommation. Sans omettre la multiplication par deux de la facture d'importation des services non facteurs et la saignée provoquée par les transferts de dividendes même imposés. De surcroît, des importations majorées en raison de la dévaluation du dinar mise en branle par la Banque d'Algérie par rapport à deux monnaies qui évoluent différemment.

En rappelant, selon un confrère, que la parité du dinar détermine le prix de vente final de l'équivalent de

plus de 18 milliards de dollars de biens destinés à la revente en l'état et au traitement.

Faut-il revoir la politique monétaire en cours ?

Et c'est justement la politique monétaire de la Banque centrale qui manque de clarté et de pertinence selon moult économistes dont l'expert sus-nommé.

A quoi sert, en effet, de continuer à placer des réserves de changes dans des bons du Trésor de plus en plus minorés en valeur, quoique garantis par des Etats et dans des banques internationales dont certaines sont sujettes à faillite ? Mais aussi serait-il

pertinent de retirer les sommes placées, en les rapatriant ou en les plaçant dans le marché obligataire, en subissant de facto une décote de l'ordre de plus de 20% ? Il s'agit, en fait, pour la Banque centrale de clarifier sa politique monétariste, au-delà de la rhétorique habituelle sur la stabilisation du taux de change.

Questionnements sur la valeur du dinar

Au lieu de réévaluer le dinar dans le contexte de gonflement des excédents en devises, la Banque d'Algérie a préféré bloquer son appréciation.

Voire, l'autorité monétaire a lâché la monnaie nationale alors que les prix du

pétrole n'ont eu de cesse de baisser ces derniers temps. Quoique le dinar ait baissé tant sur le marché interbancaire, se traduisant en prix élevés pour certains biens importés domiciliés, que sur le marché informel où les demandeurs ne trouvaient pas assez d'euros.

Dans cet ordre d'idées, faut-il sous-évaluer le dinar pour assurer une plus forte attractivité aux investissements étrangers au détriment du pouvoir d'achat des salariés et gonfler ainsi la fiscalité pétrolière, ou doit-on réévaluer le dinar pour mieux soutenir ce pouvoir d'achat face à l'inflation ?

Il importe aussi, pour la banque centrale, de gérer mieux, de façon plus claire et de manière plus active nos réserves de changes, en adoptant une attitude moins timorée et davantage conforme à nos intérêts, en s'expliquant clairement sur les choix opérés.

Comme il s'agit pour l'autorité monétaire et bancaire et le ministère des Finances de coordonner réellement leurs discours et actions concernant la gestion financière et monétaire, la balance des paiements tant globale que celle commerciale... En d'autres termes, la dépréciation du dollar et l'appréciation de l'euro, outre qu'elles impactent sur la balance commerciale, remettent en cause toute la pertinence de la politique monétaire et financière en œuvre.

C. B.

LUTTE CONTRE LA PIÈCE DÉTACHÉE CONTREFAITE

Un centre d'essai en construction et une convention signée avec le laboratoire de la SNVI

Un laboratoire national d'essai de la qualité de la pièce de rechange est en voie de réalisation, a annoncé le ministre du Commerce lors de l'ouverture des travaux de la journée d'étude sur la lutte contre la pièce de rechange contrefaite.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Djaâboub a souligné que cela fait quatre mois que les travaux de réalisation de ce laboratoire ont commencé. Il est situé à Mahelma, dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah. Toujours dans le cadre du contrôle en laboratoire, il a été annoncé la signature d'une convention avec la SNVI pour l'analyse de la qualité de la pièce mise sur le marché.

Le ministre a, par ailleurs, expliqué que dans le cadre de la lutte contre la contrefaçon de la pièce de rechange, il sera prochainement procédé au durcissement des conditions de contrôle au niveau des ports et aéroports du pays.

Désormais, la marchandise sera automatiquement saisie lorsqu'il s'avérerait que le pays d'origine est importé le produit ne fabrique pas le type de pièces concernées. En outre, il a été annoncé que le ministère du Commerce va adresser des correspondances aux fabricants de pièces de rechange à l'échelle mondiale pour qu'ils fournissent à l'Algérie la liste de leurs usines, leur lieu d'implantation ainsi que le type de pièces fabriquées par usine. Cela permettrait d'affiner le filtrage au niveau des douanes.

Au cours de cette journée à laquelle ont participé tous les professionnels du secteur, dont l'Association des concessionnaires auto-

mobiles d'Algérie AC2A, il a été expliqué que 80 % des importations des pièces de rechange importantes viennent de Chine, de France, de la Corée du Sud ainsi que de l'Allemagne. Les pièces qui proviennent des pays arabes ne représentent que 2%.

En 2008, l'Algérie a importé 44 256 pièces détachées pour une facture globale estimée à environ 281 millions de dollars. Sur ce total, 1 316 pièces ont été bloquées, soit l'équivalent de 16 millions de dollars.

Au cours de son intervention, le président de l'AC2A a affirmé que les concessionnaires «adhèrent sans réserve à la démarche du ministère du Commerce». M. Baïri a soutenu que le phénomène de la pièce détachée contrefaite a fait son apparition en Algérie avec l'ouverture du

pays au commerce international au début des années 1990.

«Certains ont fait du business avec de la pièce de rechange, la confondant avec du textile, or, la pièce de rechange contrefaite tue.» Le représentant des concessionnaires dira que beaucoup de projets industriels de fabrication de pièces de rechange sont à l'arrêt à cause de la contrefaçon. La concurrence déloyale a étouffé des initiatives sérieuses, a-t-on expliqué. Le ministre du Commerce a enfin affirmé que cette journée, au cours de laquelle tous les intervenants concernés vont donner leur point de vue, sortira avec une feuille de route et des recommandations qui vont permettre au ministère d'initier une action efficace sur le terrain.

N. M.